L'enseignement technique et professionnel à l'épreuve des locaux : la Société d'enseignement professionnel du Rhône et ses lieux de formation (Lyon, 1864-2013)

The issue of location in technical and vocational education: the case of the Société d'Enseignement Professionnel du Rhône (Lyon, 1864-2013)

François Robert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3278>

DOI : 10.4000/histoire-education.3278

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 67-89

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

François Robert, « L'enseignement technique et professionnel à l'épreuve des locaux : la Société d'enseignement professionnel du Rhône et ses lieux de formation (Lyon, 1864-2013) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 147 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3278> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3278>

L'enseignement technique et professionnel à l'épreuve des locaux : la Société d'enseignement professionnel du Rhône et ses lieux de formation (Lyon, 1864-2013)

François Robert

Les recherches sur l'histoire de l'architecture des constructions scolaires sont maintenant assez nombreuses¹. Même si certaines des facettes de cette histoire sont peu explorées, elles reflètent une diversité d'intérêt variant selon le niveau et le type d'enseignement². Si l'on peut parler d'une symbolique politique du groupe scolaire³, qu'en est-il alors pour l'enseignement technique et professionnel? Peut-on parler, concernant cet enseignement, d'une symbolique qui s'incarnerait dans l'architecture des bâtiments pour représenter un projet politique porté par le patronat local en matière d'enseignement? En ce sens, questionner le bâti revient à s'interroger sur le rôle dédié aux constructions (lieu et fonctions), sur

1 Anne-Marie Châtelet, «L'architecture des écoles au XX^e siècle. Essai d'historiographie», *Histoire de l'éducation*, n°102, mai 2004, p. 7-36; Marc Le Cœur, «Des collèges médiévaux aux campus. Essai d'historiographie II», *Histoire de l'éducation*, n°102, mai 2004, p. 39-69.

2 Voir à ce sujet, Jean-François Condette (dir.), *L'Éducation, une bonne affaire? Institutions éducatives, marché scolaire et entreprises (XVI^e siècle-XX^e siècle)*, Villeneuve-d'Ascq, Revue du Nord, hors série n°29, 2013; Renaud d'Enfert, Virginie Fonteneau (dir.), *Espaces de l'enseignement scientifique et technique : acteurs, savoirs, institutions, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Hermann, 2011.

3 Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989. Marianne Thivend note, dans *L'école républicaine en ville. Lyon, 1870-1914*, qu'à partir de 1935, date des plans d'urbanisme (extension et embellissement), «la combinaison groupe scolaire-amélioration de quartier est devenue obsolète. La dynamique urbaine a pris son autonomie par rapport à la dynamique scolaire», p.81.

les porteurs de projets (privé, public), et sur les moyens financiers mis en œuvre pour les réaliser. L'enseignement technique et professionnel nécessite des espaces importants pour dispenser des savoirs spécifiques. Cette variable espace est un facteur central dans le développement de ce type d'enseignement, notamment en milieu urbain, et plus spécialement dans les grandes villes comme celle de Lyon, par exemple, où l'accès au foncier est problématique.

Lyon possède au début de la Troisième République un ensemble d'établissements d'enseignement technique et professionnel très complet, structuré autour de quatre grandes institutions d'enseignement correspondant chacune à un niveau de formation⁴ : l'École de la Martinière pour les ouvriers professionnels et les contremaîtres (1826)⁵, l'École centrale lyonnaise pour les cadres (1857)⁶, la Société d'enseignement professionnel du Rhône (SEPR) pour les ouvriers (1864) et l'École supérieure de commerce de Lyon (1872)⁷. Il faut en outre compter avec les écoles qui assurent des formations spécialisées : École municipale de tissage (1883), École de chimie industrielle (1883)⁸, École lyonnaise de tannerie (1899), etc.⁹

Contrairement aux écoles précitées qui ont presque toutes leur propre bâtiment, et ce dès leur création, la SEPR n'en possède aucun. Son insertion dans l'espace n'est pas matérialisée. Il faut attendre vingt-sept ans pour qu'elle se décide à se doter de ses propres locaux, preuve qu'une institution d'enseignement sans locaux propres peut exister si elle s'appuie sur un maillage de lieux de formation disséminés dans l'espace urbain au gré des disponibilités rendues possible par le fait que, pendant longtemps, la SEPR ne dispensait que des cours, d'une grande diversité, le soir. C'est dire si la question posée sur les espaces de l'enseignement technique et professionnel revêt ici une saveur particulière.

4 L'énumération n'est pas exhaustive, voir Marianne Thivend, Sylvie Schweitzer, *État des lieux des formations techniques et professionnelles dans l'agglomération lyonnaise. XIX^e siècle-années 1960*, Rapport de recherche, mars 2005.

5 Cyrille Pandraud, *La formation et les élèves de l'école de La Martinière à Lyon (1826-1841)*, mémoire de maîtrise, université Lumière Lyon 2, 1997.

6 Bruno Béguet, « Une école d'ingénieurs en province : l'École centrale lyonnaise de 1857 à 1947 », *Les Cahiers d'histoire du CNAM*, 1996, n°5, p. 93-113; Auguste Jouret, *École centrale lyonnaise, 1857-1957. Un siècle d'une école d'ingénieurs*, Lyon, Lescuyer, 1957.

7 Pierre Henri Haas, *Histoire de l'École supérieure de commerce de Lyon (1872-1972)*, mémoire de DEA, université Paris 4, 1993.

8 Stéphane Caschera, *L'enseignement de la chimie : l'École de chimie industrielle de Lyon (1876-1939)*, mémoire de maîtrise, université Lumière Lyon 2, 1998.

9 École de la Salle (1880) créée par les Frères des écoles chrétiennes.

Fondée en 1864¹⁰, la SEPR est une association privée qui s'est organisée autour de l'enseignement technique et professionnel en proposant des cours : élémentaires et professionnels au XIX^e siècle puis centrés sur les seuls cours professionnels au XX^e siècle et, à partir de l'entre-deux-guerres sur les ateliers-écoles. Ce n'est pas à proprement parler une école qui dispense ses cours dans un seul lieu, mais plutôt une « école-réseau », avec un lieu central qui organise un réseau de lieux d'enseignement spécifiques, adaptés au contenu allant d'une simple salle de classe pour des cours élémentaires à des ateliers pour les enseignements professionnels. Cette association est devenue au fil du temps la plus grande institution d'enseignement professionnel de la région Rhône-Alpes. À l'occasion de son 150^e anniversaire, la SEPR a ouvert ses archives aux historiens pour l'aider à comprendre son développement¹¹. Dans ce cadre, nous avons étudié son mode de financement en interrogeant l'idée communément véhiculée que l'enseignement professionnel est une affaire de patrons financée par les patrons. L'étude de la comptabilité de l'école a montré qu'il n'en était rien : cette institution privée n'a pu fonctionner qu'avec une très grande part de subventions publiques (État, département, ville)¹². Nous avons continué ce travail en cherchant à comprendre comment cette école avait développé ses espaces d'enseignement, et comment elle les avait financés. Nous aborderons, dans un premier temps, les espaces dans le cadre du développement de l'école, puis nous centrerons notre propos sur les bâtiments construits par l'école, pour faire face à la demande, au cours des XIX^e-XX^e siècles, en nous attachant à la construction, durant les années 1930, du premier ensemble scolaire dédié à l'enseignement professionnel et peut-être le plus original. Enfin, nous essaierons de dégager un mode opératoire pour ce type d'enseignement.

I. Évolution de la demande d'enseignement et multiplication des lieux de formation

La SEPR occupe une place particulière en matière de formation. Créée par des patrons sensibles aux idées saint-simoniennes, dont le fondateur de l'École

10 Reconnue d'utilité publique par le décret du 29 novembre 1878.

11 SEPR, 1864-2014, 150 ans d'histoire au service de la formation professionnelle en Rhône-Alpes, Lyon, Éd. Livres EMCC, 2014.

12 François Robert, « Le financement de la SEPR (1864-1959) », in SEPR, 1864-2014, 150 ans d'histoire..., op. cit., p. 122-127.

centrale lyonnaise, François-Barthélemy Arlès-Dufour (1797-1872)¹³, elle s'inscrit dans un espace éducatif réduit¹⁴ en matière d'enseignement technique et professionnel destiné aux ouvriers et ouvrières désireux de se perfectionner dans leur spécialité, d'acquérir des savoirs plus généraux (commerce, langue) ou élémentaires (grammaire, calcul, etc.), en cours du soir¹⁵. Un conseil d'administration, regroupant des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des représentants des collectivités locales, mais aussi de simples employés, organise les programmes des enseignements, recrute les professeurs, trouve des locaux pouvant être mis à disposition à titre gracieux par des organismes publics (mairie, lycée) ou privés (École centrale de Lyon), etc.¹⁶.

La SEPR, de sa création à la veille de la Première Guerre mondiale, dispense en moyenne 124 cours par an pour 5 800 auditeurs. C'est la période de la formation pour les adultes¹⁷. Puis, à partir de la loi Astier organisant l'enseignement technique (1919), l'obligation de suivre des cours professionnels pour les jeunes apprenti(e)s ou salarié(e)s de moins de 18 ans, entraîne une croissance vertigineuse (100 cours supplémentaires tous les dix ans) passant d'environ 250 cours en 1920 à plus de 900 en 1965. Le nombre d'élèves inscrits suit le même mouvement : 10 000 en 1920, 30 000 en 1965, soit en moyenne trente-quatre auditeurs par cours entre 1875 et 1915 et trente et un entre 1919 et 1965.

L'ouverture de cours pousse constamment l'école à rechercher de nouveaux lieux pour les dispenser (école publique, mairie). Les administrateurs consacrent beaucoup d'énergie à trouver des endroits susceptibles de les accueillir : « nos cours professionnels sont devenus tellement envahissants que nous ne savions plus où les loger, du moins les bien loger »¹⁸.

13 Jacques Canton-Debat, Ferdinand Maurice, *Arlès-Dufour (1797-1872). Du canal de Suez à l'École centrale de Lyon, le parcours exceptionnel d'un soyeux lyonnais*, Limonest, L'interdisciplinaire, 2007.

14 Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, *Enquête sur l'enseignement professionnel*, t. 2, Paris, Imprimerie impériale, 1865, p. 739-748.

15 L'initiative lyonnaise s'inscrit dans un courant plus ample, plus ancien aussi, que l'on retrouve dans d'autres villes comme Mulhouse (1827) ou Nantes (1830). Pour Mulhouse, voir Raymond Oberlé, *L'enseignement à Mulhouse de 1798 à 1870*, Strasbourg, Faculté des lettres de l'université de Strasbourg, 1961.

16 Deux commissions géraient les enseignements : l'une pour le choix des professeurs et les programmes, l'autre pour le choix des locaux. Cf. SEPR, 1864-2014, *150 ans d'histoire...*, op. cit., notamment les articles de Serge Chassagne, « La création de la SEPR dans le contexte socio-économique des années 1860 », p. 36-43, et d'Hervé Joly, « Les administrateurs de la SEPR : le poids des milieux patronaux », p. 114-121.

17 Adultes âgés de 16 ans et plus. Cf. Statuts de la SEPR 1864. Sauf mentions spéciales, tous les documents d'archives cités se situent au centre d'archives de la SEPR à Lyon.

18 SEPR-Assemblées générales [désormais SEPR-AG] du 18 décembre 1892, allocution de Félix Mangini.

Graphique 1 : élèves inscrits et cours de la SEPR (indice 100 en 1914)

Source : SEPR – AG comptes rendus imprimés (1864 à 1965).

Autour d'un siège social stable (un seul déménagement entre 1864 et 1965), gravitent pas moins de 180 lieux d'enseignement différents avant-guerre dans la ville de Lyon et les communes périphériques, vingt-cinq nouveaux pendant le conflit, soixante-dix dans l'entre-deux-guerres, soit 280 bâtiments utilisés avant la Seconde Guerre mondiale. Ils se situent principalement dans des établissements scolaires (70 %), des bâtiments communaux (11 %) et dans ceux que possède la SEPR (9 %). La carte 1 montre l'éparpillement de ces bâtiments, surtout concentrés, avant 1914, dans les 1^{er}, 3^e et 6^e arrondissements de Lyon (84 %) et à Villeurbanne (6 %)¹⁹.

Durant l'entre-deux-guerres, les communes alentour ouvriront, elles aussi, de nombreux cours qui représenteront près du tiers des espaces d'enseignements connus. La quête de locaux pousse les administrateurs à penser à une rationalisation des espaces. Ils réhabilitent des friches industrielles et construisent leurs propres bâtiments dédiés à l'enseignement à différentes périodes : 1891 (construction), 1923 (réhabilitation), 1930 (construction), 1965 (réhabilitation/construction) et 2003 (construction). Cette politique se traduit par une augmentation de l'immobilier dans l'actif de la SEPR qui devient prépondérant après 1920 alors qu'il était quasi inexistant auparavant, hormis en 1895.

19 Les pourcentages se rapportent aux lieux identifiés. Même si l'on peut penser qu'à Lyon les lieux étaient choisis en fonction de la proximité des lieux de travail et de domicile des auditeurs, aucune archive ne vient corroborer cette hypothèse.

Carte 1 : Les lieux d'enseignement de la SEPR (1864-2005)

Source : Nadine Halitim-Dubois, « La localisation des sites de la SEPR », in *SEPR, 1866-2014, 150 ans d'histoire au service de la formation professionnelle en Rhône-Alpes*, Lyon, Éd. Livres EMCC, 2014, p. 95.

Avant 1895	1895	1900	1910	1920	1925	1930	1940	1950	1960
0 %	36 %	11 %	0 %	0 %	47 %	37 %	47 %	48 %	53 %

Tableau 1 : la part de l'immobilier dans l'actif de la SEPR

Source : SEPR – Bilans (1870-1960).

Dans la suite de l'article, l'analyse de chacun de ces bâtiments portera principalement sur ses modes de financement au regard des ressources disponibles de l'école. L'absence de recueils de plans-types et de traités pour les normes de l'architecture de l'enseignement technique comme il en existe pour les constructions scolaires²⁰ n'a pas facilité l'analyse.

²⁰ Michel Lainé, *Les constructions scolaires en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1996. Voir aussi Bernard Toullet, « L'architecture scolaire au XIX^e siècle : de l'usage des modèles pour l'édification des écoles primaires », *Histoire de l'éducation*, n° 17, décembre 1982, p. 1-29.

II. Les prémices : une architecture d'habitation

En 1891, les administrateurs qui ne savaient plus comment gérer les lieux d'enseignement (120 lieux différents), et notamment les cours professionnels²¹, décident de construire un immeuble destiné aux cours professionnels sur un terrain de 290 m² loué aux Hospices civils de Lyon (HCL) pour une durée de quatorze ans au prix annuel de 720 F. L'idée est émise par Félix Mangini (président du conseil d'administration de 1870 à 1902), ingénieur civil, industriel et exploitant d'un réseau de chemins de fer, déjà au fait des questions immobilières puisqu'il avait créé une société immobilière, la Société des logements économiques, afin notamment de loger son personnel, du moins selon sa motivation initiale²². C'est d'ailleurs cette société qui construit l'immeuble destiné aux cours professionnels, pour un coût de 34 000 F²³, prix bien en dessous du prix du marché (Félix Mangini se targuait de construire 30 % moins cher). Le prix équivaut au prix coûtant car la Société des logements économiques ne se rétribue pas, ni pour la construction ni pour les plans dressés à titre gracieux par Mangini lui-même²⁴. Le coût calculé du prix au mètre carré plancher est identique à celui des maisons construites à la même époque à Lyon par Mangini (42-43 F/m²)²⁵.

Située au n°80 de la rue Charpenay²⁶ dans le quartier de la Guillotière sur la rive gauche du Rhône, dans une zone en pleine urbanisation, l'édifice d'une superficie au sol de 200 m² comprend trois étages avec six salles de cours, soit un rez-de-chaussée avec le logement du concierge, un dépôt de matériel et

21 « Nous nous trouvons actuellement [dans une période] caractérisée par la prépondérance de plus en plus marquée de cours professionnels. Les cours primaires disparaissent peu à peu », SEPR-AG du 22 décembre 1889.

22 Voir le chapitre consacré à cette société dans Hervé Joly, *Les Gillet de Lyon. Fortunes d'une grande dynastie industrielle (1838-2015)*, Genève, Droz, 2015, p. 336-342.

23 Ce coût représente plus du tiers des recettes de la SEPR. Pour pallier le côté austère de la construction, Mangini opère une ornementation de la façade pour lui donner un meilleur aspect, ce qui augmente sensiblement le coût.

24 SEPR-Conseil d'administration [désormais SEPR-CA] des 2 décembre 1891 et 28 novembre 1892.

25 Calcul : 200 m² par niveau × 4 = 800 m² pour 34 000 F soit 42,5 F/m². Pour les autres maisons, il s'agit d'un ensemble de cinq maisons construites en 1887-1888 par la Société des logements économiques et situées rue Saint-Jérôme et rue des Asperges à la Guillotière. Source : Félix Mangini, *Les petits logements dans les grandes villes et plus spécialement dans la ville de Lyon*, Lyon, Storck/Masson, 1891.

26 Devenue en 1911, le n°19 de la rue Le Royer, 3^e arrondissement.

**Ill. 1 : le premier bâtiment de la SEPR (1892).
Architecte, Félix Mangini;
coût, 34 000 F
Source : SEPR – photothèque.**

une salle de cours (77 m²), les premier et deuxième étages comprenant chacun deux salles de cours (169 m²), et le troisième avec une seule salle occupant tout l'étage. L'ensemble de 800 m² plancher construit en neuf mois, de janvier à septembre 1892, est destiné aux corporations des menuisiers, serruriers, mécaniciens, ferblantiers, tapissiers, tailleurs, bijoutiers, carrossiers, qui possèdent chacune leur propre installation.

Pour financer la construction qui représente 37 % des recettes annuelles de la société, les administrateurs décident de la payer en quinze ans. La durée du remboursement de l'investissement est calculée à partir des économies faites sur les loyers des salles de cours qui intégreront la nouvelle construction, évaluées à 2 570 F par an avec un taux d'intérêt à 3,5 %. Ils engagent la moitié de la réserve (64 000 F) pour réaliser l'opération²⁷. Certaines années, en fonction

27 L'évaluation de l'immeuble à l'actif diminue de 2 000 F par an de 1892 à 1909. Dans les bilans, figure le montant de l'immeuble restant à payer. La réserve disponible se calcule en défalquant ce montant. Selon leur principe comptable, la réserve est jugée primordiale car elle est utilisée comme un fonds de roulement permanent pour payer notamment les dépenses engagées dans les début d'exercice, et sert d'amortisseur en cas de résultats négatifs. Cf. SEPR-comptes rendus financiers et bilans (1864-1932).

des résultats d'exercice, ils opèrent des amortissements accélérés (1894, 1897 et 1898). Pour cette opération, ils ne reçoivent aucune subvention.

Cet immeuble va devenir un point d'ancrage important dans le développement des cours de la SEPR et un objet de fierté des administrateurs, soucieux de posséder leur propre lieu d'enseignement : le bâtiment incarne l'institution.

Par la suite, l'augmentation du nombre de cours (139 en 1893, 166 en 1908) ne nécessitera pas de demandes particulières de nouveaux locaux. En revanche, la SEPR se retrouve dans une situation financière très tendue.

III. L'immobilier d'après-guerre : une architecture spécifique ?

Avec la loi Astier (1919), le passage à une formation professionnelle obligatoire pour les 14-18 ans bouleverse en profondeur l'organisation de l'école²⁸. La loi engendre une forte augmentation des revenus de la SEPR, dès 1921, provenant des chambres syndicales patronales qui financent en partie leurs cours professionnels *via* la SEPR²⁹. Ce changement provoque *de facto* une augmentation du nombre de cours et nécessite d'autres espaces, plus vastes, pour accueillir en journée les nouveaux élèves. Aussi, pour faire face à cette nouvelle demande, l'école achète, en 1920-1921, un immeuble de rapport sur les terrains des HCL, dans le quartier des Brotteaux, au n°119 de la rue Boileau, à proximité des lignes de tramways³⁰. Pour soutenir cet effort financier, le sous-secrétariat d'État de l'Enseignement technique et la ville de Lyon subviennent aux deux tiers des dépenses d'achat et de réhabilitation. La règle de la division au tiers des dépenses est ainsi instaurée : un tiers État, un tiers ville de Lyon, un tiers SEPR.

L'agrandissement des bâtiments l'année suivante ne suffit pas à endiguer la demande de locaux. La SEPR élabore alors un plan ambitieux d'extension

28 En 1920-1921, la subvention du ministère du Commerce est remplacée par celle du sous-secrétariat d'État à l'enseignement technique au ministère de l'Instruction publique. Pour l'instauration de la taxe d'apprentissage et sa mise en place à Lyon voir Marianne Thivend, « Les formations techniques et professionnelles entre l'État, la ville et le patronat : l'emploi de la taxe d'apprentissage à Lyon dans l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement social*, n°232, 2010, p. 9-27.

29 En 1921, les versements des chambres syndicales représentent 18 % des recettes dont le montant total s'élève à 330 000 francs. Parmi elles, on retrouve la Chambre syndicale des industries de la métallurgie (subvention la plus importante), la Chambre syndicale du bâtiment, celles des fabricants de soieries, des carrossiers, des maîtres-tailleurs, des fabricants de fleurs et plumes pour modes. Cf. SEPR-AG du 12 janvier 1922.

30 Au recensement de 1911, sept ménages et vingt et une personnes y habitaient. Cf. Archives départementales du Rhône [désormais ADR] 6 MP 543.

par l'acquisition de terrain, l'édification et l'aménagement de constructions nouvelles. Elle envisage l'achat d'un vaste terrain de 2 100 m² aux HCL. Devant obtenir l'autorisation de la préfecture, elle se justifie en arguant du développement de l'école :

« La SEPR fait professer chaque année 260 cours à plus de 10 000 élèves. Elle utilise des locaux scolaires municipaux, universitaires, des locaux d'écoles privées, puis d'autres qu'elle loue, et enfin deux immeubles lui appartenant situés sur des terrains des HCL, l'un au n° 19 de la rue Le Royer, l'autre au n° 119 de la rue Boileau/n° 19 de la rue Amédée-Bonnet. Ce dernier est occupé dans la journée par trois ateliers-écoles d'apprentissage organisés par les groupements professionnels de la métallurgie, de l'ébénisterie, du vêtement et fonctionnant huit heures par jour ; de nouveaux besoins apparaissent [...]. La SEPR qui est devenue un organisme important d'application de la loi du 25 juillet 1919, doit prévoir la réalisation de ces créations. Elle est ainsi amenée à envisager des agrandissements des immeubles actuels. [...] C'est dans cet esprit que la société est entrée en pourparlers avec les HCL »³¹.

Après une longue procédure³², elle obtient finalement l'accord pour acquérir ce terrain au prix de 367 500 F comprenant non seulement les immeubles acquis précédemment, mais aussi un ensemble de petites constructions dont les propriétaires louaient une parcelle de terrain aux HCL³³. Le plan de financement ne déroge pas à la règle du tiers : un tiers provient du sous-secrétariat d'État de l'Enseignement technique, un autre tiers de la ville et le dernier tiers de la SEPR. Celle-ci ne s'engage que si elle obtient l'assurance du versement de ces subventions. Pour sa part, l'école puise dans ses fondations (Gillet et Mangini) et ses réserves comptables pour réunir les fonds³⁴. Les coûts du terrain et les frais d'acte, soit 405 000 F, représentent une somme considérable à son

31 Cf. Lettre du président de la SEPR au préfet du 1^{er} avril 1924.

32 Pour aliéner une part de leur domaine, les HCL doivent obtenir l'accord du ministère de l'Intérieur. Ce dernier, dans un arrêté du 8 juillet 1924 autorise cette transaction après que la SEPR ait fourni bilans, plan et état des lieux, acte sous seing privé de vente, copies de lettre de la ville de Lyon relatives à la prise en charge par la ville d'un tiers de la dépense. Cf. lettre du président de la SEPR au préfet du 1^{er} avril 1924.

33 Pour ne pas aliéner leurs terrains, les HCL louaient ceux sur lesquels étaient construits des immeubles qui ne leur appartenaient pas. À la fin du bail emphytéotique les HCL devenaient propriétaires de l'ensemble si le bail n'était pas renouvelé. Pour la gestion de ces constructions, la SEPR confie à un administrateur de biens, Escot, Ardouin & Cie, le soin de prélever les loyers moyennant une redevance de 4 % sur les sommes perçues.

34 Plan de financement : legs Gillet (50 000 F), reliquat fondation Lucien Mangini (15 509 F), provision pour construction et agrandissement au bilan de 1923 (44 308 F), récupération de la caution déposée au HCL pour immeuble 119 rue Boileau (2 775 F), contribution exercice 1923-1924 (23 000 F), soit un total de 135 592 F.

échelle, équivalent à ses recettes en 1924. Elle négocie avec les HCL : un quart au comptant et le reste sur dix ans avec un taux d'intérêt de 6,5 % par an³⁵.

Empêtrée dans des procédures d'expulsion³⁶, la SEPR ne peut toutefois lancer rapidement ses projets d'agrandissement, et les administrateurs se plaignent sans cesse du manque de locaux :

« Parmi les difficultés auxquelles se heurte notre société pour poursuivre ses réalisations se trouvent celles résultant de la pénurie de locaux. Nous ne saurions trop remercier la ville de Lyon, diverses municipalités, l'université, le lycée Ampère, les Écoles de la Martinière, l'École supérieure de commerce, l'École de métiers de la métallurgie pour les nombreuses classes ou ateliers mis à la disposition de nos cours. Cette hospitalité nous est précieuse, sans elle notre activité ne pourrait pas être entièrement maintenue »³⁷.

Ils soulignent que l'installation des 321 cours pose des problèmes complexes concernant la gestion de l'espace en raison de l'éclatement des lieux – soixante-sept immeubles répartis dans différents quartiers de Lyon et dans plusieurs localités du département –, et que l'école reste tributaire de la complaisance des administrations prestataires. Ils insistent aussi sur la spécificité des cours professionnels qui ne peuvent pas, en raison de l'outillage utilisé, être placés dans des locaux scolaires :

« L'introduction dans un grand nombre de cours de démonstrations pratiques et manipulations, nécessaires pour obtenir le maximum d'effet utile, nous a entraîné à rechercher des locaux bien situés et spécialement aménagés pour recevoir les enseignements auxquels ils sont destinés »³⁸.

D'autre part, les injonctions législatives et notamment la loi des finances de mars 1929 qui rend plus pressante l'organisation des cours professionnels pendant les heures de travail, rendent nécessaires des locaux propres dédiés à ces activités. Le manque de locaux préoccupe donc au plus haut point les responsables de la SEPR. La récurrence des débats sur cette question vise aussi à sensibiliser les futurs financeurs des projets à venir. La SEPR prévoit, pour y remédier, un grand programme de construction sur l'ilot nouvellement acquis et espère que la ville et la direction de l'Enseignement technique accorderont de larges subventions. La présence d'Édouard Herriot, maire de la ville et ministre

35 SEPR-CA du 29 janvier 1924.

36 SEPR-AG du 23 janvier 1927. LA SEPR devient propriétaire du terrain et non des immeubles.

37 *Ibid.*

38 *Ibid.*

III. 2 : le second bâtiment de la SEPR – le groupe Paul Guéneau (1934)
Architecte, Jean Rogniat; coût, 3 MF (1^{re} tranche).

Source : SEPR – photothèque.

de l'Instruction publique, au sein du conseil d'administration, constitue un appui de choix. Ce sont d'ailleurs les réseaux présents au sein du conseil d'administration qui drainent les subventions nécessaires :

« Il ne nous est pas possible de donner [...] les noms des 600 établissements industriels ou commerciaux qui nous aident de leurs dons, ou ceux de nos 350 souscripteurs à titre privé. Mais ces chiffres rapprochés de ceux de nos 800 sociétaires indiquent sur quelles bases s'appuie notre société qui bénéficie de subventions importantes des pouvoirs publics, des municipalités et des assemblées délibérantes »³⁹.

La SEPR s'adresse à Jean Rogniat (1881-?) pour élaborer le projet. Fils de l'architecte Louis Rogniat (1852-1934), administrateur de la SEPR depuis 1896, Jean Rogniat n'eut pas la même notoriété que son père. Inspecteur départemental de l'enseignement technique en 1926, président de la Société académique d'architecture de Lyon, président du conseil d'administration de l'École des beaux-arts de Lyon dont il est un ancien élève (promotion 1871), président de l'Académie de Lyon, Louis Rogniat est une figure de l'architecture lyonnaise⁴⁰. Il enseigna à l'École régionale d'architecture de Lyon (1891-1934) et ses prin-

39 SEPR-AG du 26 février 1928.

40 *Annales de la Société académique d'architecture du Rhône*, 1934-1935, notice nécrologique, p.86-96; Léon Charvet, *Lyon artistique. Architectes, notices biographiques et bibliographiques*, Lyon, Bernoux et Cumin, 1899, p.337-339.

cipales réalisations demeurent la construction de la préfecture du Rhône (en collaboration avec Louvier, son beau-père), l'hôtel Continental à Cannes, le lycée du Parc et l'Institut bactériologique à Lyon. Les travaux d'architecture des frères Jean et René Rogniat sont sans commune mesure avec ceux de leur père Louis. Une plaquette de l'agence Rogniat⁴¹ montre des réalisations qui restent très modestes mais profitent d'une solide implantation locale.

Le projet établi par Jean Rogniat prévoit la construction en béton armé d'un immeuble en fer à cheval de quatre étages. Les plans en sont adoptés par le conseil d'administration en janvier 1930. Les seuls documents graphiques conservés, correspondant à un projet initial (1929), ne concordent pas exactement avec la réalisation effective⁴².

L'architecture du bâtiment s'inspire très largement de celle des centraux téléphoniques initiée par François Le Cœur⁴³. À Lyon, cette écriture sera reprise par Tony Garnier (1869-1948) et Charles Meysson (1869-1944). Tony Garnier construit le central téléphonique Vaudrey (1929-1932) mais les premiers plans datent de 1919. Charles Meysson, architecte en chef de la ville de Lyon et architecte régional des Postes, Télégraphes et Téléphone (PTT), nommé en 1928, est, quant à lui, l'auteur de quatre bâtiments dans les 2^e, 3^e et 6^e arrondissements de Lyon : les centraux téléphoniques Ampère (2^e arrondissement, 1925), Lalande (6^e, 1928) et Parmentier (3^e, 1930) ainsi que le bâtiment des chèques postaux (3^e, 1930)⁴⁴.

Les archives n'ont pas gardé trace de la demande faite à l'architecte. Le projet se signale par la volonté de se démarquer de l'architecture scolaire⁴⁵ et

41 Louis Rogniat, Jean Rogniat, René Rogniat, *Travaux d'architecture 1881-1934*, Strasbourg, Éditions d'architecture, d'industrie et d'économie rurale, s.d. [1934].

42 Conservation au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)/Service interministériel des Archives de France (SIAF)/Cité de l'architecture et du patrimoine/Archives d'architecture du XX^e siècle, Fonds Béton armés Hennebique. 076 lfa 2260/19.

43 Architecte du ministère des Postes et Télégraphes, François Le Cœur entreprend une importante campagne de construction de centraux téléphoniques. Cf. Isabelle Carreau-Vacher, *François Le Cœur, architecte, 1872-1934*, thèse de doctorat, université Blaise Pascal Clermont-Ferrand 2, 1995.

44 Charles Meysson, *architecte D.P.L.G., architecte en chef de la ville de Lyon, architecte régional des Postes : quelques réalisations*, Paris, Société française d'éditions d'art, 1930. Il y eut plusieurs expositions sur l'architecture postale : *Architectures postales, 1887-1987*, exposition présentée par la Direction générale de la Poste au Musée national des monuments français, Palais Chaillot, novembre 1987 ; *Architecture postale, une histoire en mouvement*, exposition sur l'histoire des bâtiments postaux et la diversité de leurs architectures depuis 1920, Centre méridional de l'architecture et de la ville (CMAV), 2011 (publication en 2010, Éditions Archibooks/Bookstorming). La Société coopérative ouvrière de production lyonnaise, L'Avenir, a construit ces deux centrales.

45 Michel Paulin, Bernard Duprat, *De la maison à l'École : l'élaboration d'une architecture scolaire à Lyon de 1875 à 1914*, Lyon, École d'architecture de Lyon, 1991 ; Romain Iliou, *Modernité et architecture*

III. 3 : l'architecture des pans coupés à Lyon. Central téléphonique Lalande – Lyon, Charles Meysson, 1928

Bibliothèque municipale de Lyon (P0546 S 1783).

de se tourner vers une architecture qui prône la modernité, aux lignes élan-
cées et aux baies lumineuses⁴⁶. En ce sens, elle emprunte, là aussi, aux autres
réalisations de Tony Garnier et notamment à l'École de tissage construite par
celui-ci (Lyon, plan de 1927), qui était une école professionnelle⁴⁷. À la même
période, certaines écoles professionnelles lyonnaises, au contraire, n'innoveront

scolaire (1870-1940). *Origines et histoire des groupes scolaires construits dans la banlieue parisienne durant les années 1930*, thèse de doctorat, Politecnico de Milan, 2017.

46 À l'époque, d'autres architectes s'efforcent d'exprimer ainsi la nature « mixte » de ces programmes, à la croisée d'une architecture scolaire et d'une architecture industrielle. Voir Guy Lambert, *Une ambition pour les métiers*. Paul Guadet et André Boucton. *L'architecture des écoles professionnelles*, Morez, Ville de Morez/Paris, École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, 2013; Laurent Poupard, « Paul Guadet et les écoles nationales d'horlogerie de Besançon et d'optique de Morez », *In Situ*, n° 15, 2011. En ligne : <<http://journals.openedition.org/insitu/730>> (consulté le 12 avril 2017).

47 Les salles de cours sont en façade alors que les ateliers, couverts par une toiture en sheds, se situent à l'arrière du bâtiment à flanc de colline. Voir Josette Barre, *La colline de la Croix-Rousse, histoire et géographie urbaine*, Éditions lyonnaises d'Arts et d'histoire, Institut des études rhodaniennes, 1993, p. 361.

III. 4 : école de tissage – Lyon

Source : photographie F. Robert.

pas sur le plan architectural comme l'école catholique d'apprentissage (mécanique et menuiserie) de La Mache qui édifiera à Lyon, dans les années 1930, un immeuble massif de cinq étages, à la façade austère, sans fioritures.

Ce projet de construire 1 000 m² de surface bâtie est tellement gigantesque au regard des moyens de la SEPR que les administrateurs prévoient un échelonnement des travaux en quatre tranches espacées de dix ans en dix ans⁴⁸.

La SEPR prend en charge les trois premières tranches. L'État assume la quatrième pour édifier un centre public d'apprentissage féminin sur une parcelle de terrain louée par la SEPR aux HCL. Le devis de la première tranche est estimé à 3 millions de francs (MF) en 1930 (pour une recette annuelle d'établissement de 1,30 MF), mais la nécessité de recourir à des fondations profondes entraîne un surcoût de 270 000 F⁴⁹. Le coût calculé s'élève à 1 200 F/m² soit

48 1^{re} tranche : 33 rue Amédée-Bonnet – années trente (mai 1930 à juillet 1934); 2^e tranche : angle rue Boileau/Amédée-Bonnet – années quarante (1941-1946); 3^e tranche : angle Boileau/Bugeaud – années cinquante (1949-1953); 4^e tranche : rue Bugeaud – années cinquante (1952-1954).

49 Les fouilles à 4,7 m n'ont pas abouti à un sol résistant, ce qui a nécessité de poser des puits tubés pour servir de fondation.

III. 5 : le second bâtiment de la SEPR – Groupe Paul Guéneau, hall d'entrée dans le style Art déco
Source : SEPR – photothèque.

pratiquement le double du coût de construction d'une Habitation à bon marché (HBM) à Lyon (700 F/m²) à la même date⁵⁰.

Les subventions du sous-secrétariat d'État de l'Enseignement technique et de la ville de Lyon versées en cinq annuités couvrent les deux tiers des dépenses. À charge pour la SEPR de s'acquitter du million restant, sachant que les recettes ordinaires pour ces années sont de l'ordre de 1,50 MF. Les provisions constituées au cours des années précédentes servent à payer une grande partie des dépenses et, là aussi, le conseil d'administration multiplie les démarches pour solliciter le concours financier de ses « protecteurs traditionnels » et notamment obtenir de nouvelles subventions. Grâce à ses soutiens (subvention extraordinaire de 0,3 MF), l'école ne paie que 0,7 MF⁵¹. Le nouveau bâtiment de quatre étages inauguré le 2 juillet 1934 par Édouard Herriot a une superficie de 414 m² avec une cour de 425 m², des murs en ciment aggloméré, des planchers en ciment, une toiture-terrasse et un sous-sol aménagé pour des cours professionnels. Il

50 Calcul : 414 m² sur 6 niveaux = 2500 m² à 3 MF soit 1 200 F/m². Les coûts de construction calculés d'HBM à Lyon (2^e, 3^e arr.) construits en 1930 se montent à 650-700 F/m², cf. Archives municipales de Lyon, 481 Wp 012.

51 SEPR-CA du 26 octobre 1934.

comprend des locaux d'habitation pour le directeur (six pièces) et le concierge (deux pièces) ainsi que des locaux professionnels pour cinq écoles-ateliers⁵², et trois salles de cours⁵³.

Avant même de lancer la 2^e tranche, la SEPR envisage d'acquérir auprès des HCL l'autre moitié de l'îlot pour anticiper l'évolution des effectifs :

« Le problème de formation professionnelle par les Centres d'apprentissage fonctionnant 8 heures par jour évolue avec une telle rapidité, que les immeubles prévus, même lorsqu'ils seront tous construits, seront eux aussi insuffisants. Or, pour la surveillance, pour la discipline, il y a le plus grand intérêt à ce que ces centres soient groupés. Pour ces différentes raisons, il nous est apparu que notre société devait se rendre complètement propriétaire de la masse 48 dont elle possède plus de la moitié »⁵⁴.

Pour convaincre les HCL d'aliéner de nouveau un terrain, la SEPR invoque le bénéfice que les HCL tireront de cette vente : « La qualité de l'ensemble immobilier que nous avons projeté [...] est bien supérieure à celle des bâtiments édifiés jusqu'à présent dans ce quartier. Il n'est pas douteux que notre immeuble accroîtra la valeur des terrains avoisinants⁵⁵ ». Les HCL, très sensibles à l'argument selon lequel « les projets de construction de cette société [SEPR] amélioreront notablement l'esthétique du quartier et attireront par la suite les constructeurs qui voudront édifier des immeubles modernes sur les terrains voisins appartenant en grande partie aux HCL⁵⁶ », vendent, en avril 1941, l'autre parcelle de 2 000 m² à la SEPR au prix de 736 875 F (375 F/m²) payables : un tiers comptant ; un tiers un an après et le dernier tiers deux ans après avec intérêts pour les deux derniers tiers à 4 %, avec faculté de se libérer par anticipation⁵⁷.

52 Ébénisterie, vêtement confectionné à la machine, vêtement cousu à la main, repasseuses-détacheuses.

53 Propriétés bâties (déclaration du 29 août 1941 remplie par Jean Rogniat). La surface plancher calculée est évaluée à 2 500 m² (4 étages + rez-de-chaussée + sous-sol, soit six planchers). Des salles de cours sont prévues pour les chambres d'apprentissage du bâtiment.

54 SEPR-CA du 2 janvier 1940. La masse est une notion spatiale des HCL qui regroupe plusieurs îlots cadastraux.

55 *Ibid.*

56 Rapport de l'administrateur du Service des Domaines des HCL, cf. SEPR-CA du 15 mai 1940. Leur décision s'appuie sur une étude de la rentabilité de la vente. Il calcule que le prix versé, en le plaçant en rente sur l'État de 3,5 %, serait plus bénéfique que le renouvellement des baux en raison du mauvais état général des constructions. Pour les infléchir, ils font jouer la fibre sociale : « Nous savons que le domaine des HCL est celui des pauvres mais l'action de notre société intéresse particulièrement les mêmes classes sociales ». [...] Nous vous demandons de bien vouloir tenir largement compte du caractère philanthropique de notre œuvre et nous vous prions d'accepter le prix que nous offrons ». Cf. SEPR-CA du 29 janvier 1940.

57 La SEPR percevra les loyers des six parcelles louées jusqu'en juin 1944.

Dès mars 1941, les travaux de la deuxième tranche commencent par la démolition des bâtiments anciens, dont le 119 rue Boileau acquis et rénové en 1922-1923. Cette tranche estimée à 3,90 MF en 1934 (recettes de la SEPR, 1,50 MF) est réévaluée une première fois, lors du début des travaux, de 45 % soit un coût porté à 5,80 MF (recettes de la SEPR, 2,50 MF). Des problèmes de fondation (coulage de pieux de 8 m) et d'obtention des monnaies-matières ralentissent puis contraignent le chantier à s'arrêter⁵⁸. Les travaux reprennent en 1945 et se terminent, *a minima*, l'année suivante. La conséquence principale de l'étalement des travaux concerne l'augmentation des coûts et la difficulté, pour les administrateurs d'en maîtriser le montant total. Après une nouvelle réévaluation en 1946 à 15,80 MF, le coût total définitif s'élève à 18,30 MF en novembre 1950 (recettes de la SEPR de 48,60 MF). Dans une période hyperinflationniste (moyenne de 20 % pendant la guerre et de 50-55 % entre 1945 et 1948), le temps brouille tous les calculs, et rend impossible l'estimation du coût réel de la construction.

Dans cette dynamique de construction, la SEPR lance la troisième tranche qui débute en 1950. À partir d'un montant estimé à 33 MF (recettes de la SEPR, 60 MF), les administrateurs sollicitent l'État (un tiers) et la ville (un tiers) pour participer aux dépenses. Une suite de subventions extraordinaires vient éponger les dépassements. Quant à la quatrième tranche, l'État commence en 1952 la construction, estimée à 86,70 MF, du Centre public d'apprentissage féminin dont la SEPR doit assurer la direction⁵⁹. Les travaux se terminent en 1954. On peut considérer qu'en 1954, le groupe Paul Guéneau, du nom de l'ancien président de la SEPR (1910-1939), dont les travaux ont débuté en 1930, est terminé, soit près d'un quart de siècle de chantier. Jamais dans les calculs de coût, l'inflation n'aura été prise en compte.

58 À partir de décembre 1940, les entreprises devaient s'adresser au Comité d'organisation du bâtiment et travaux publics (COBTP) pour obtenir les monnaies-matières nécessaires à la réalisation leurs travaux. Cf. François Robert, «L'industrie du bâtiment pendant la Seconde Guerre mondiale à Lyon», in Isabelle von Bueltzingsloewen, Laurent Douzou, Jean-Dominique Durand, Hervé Joly, Jean Solchany (dir.), *Lyon dans la Seconde Guerre mondiale. Villes et métropoles à l'épreuve du conflit*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 115-134.

59 Vincent Troger, «Les centres d'apprentissage de 1940 à 1960 : le temps des initiatives», *Formation Emploi*, n°27-28, 1989, p. 147-162.

IV. La réutilisation des friches industrielles

Dans une période de croissance forte de l'enseignement technique et professionnel, la SEPR continue à être confrontée à une augmentation vertigineuse de ses cours (591 en 1958, 702 en 1961), imputable à la place accordée à la qualification de la main-d'œuvre dans la planification⁶⁰, mais aussi à la satisfaction des entreprises à l'égard de la SEPR. Cette situation pousse de nouveau les administrateurs à rechercher d'autres sites susceptibles d'accueillir un nouvel ensemble scolaire dédié à l'enseignement professionnel. Ils saisissent l'opportunité de la vente d'un site industriel de 7830 m² récemment libéré par la Société de pâtes alimentaires Régia-Scaramelli pour l'acquérir en 1963 et monter un projet de rénovation/construction de bâtiments dans le 6^e arrondissement, derrière les voies de chemin de fer. Présenté par l'architecte Michel Pionchon, le projet vise d'une part, à réhabiliter une partie des locaux neufs en ateliers et d'autre part, à construire un immeuble de quatre étages pour les classes. L'originalité du projet réside dans la combinaison d'un site industriel réhabilité avec un bâtiment administratif neuf, de la même veine que ceux construits à la même époque, qui masque la présence des ateliers.

III. 6 : la troisième construction de la SEPR, le groupe Arles-Dufour (1962)

Source : SEPR – photothèque; architecte, Michel Pionchon; coût, 5,50 MF.

60 Philippe Mioche, *Le Plan Monnet, genèse et élaboration, 1941-1947*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1987.

Le coût initial, en 1962, s'élève à 5,50 MF (recettes de la SEPR, 1,30 MF) tout compris, achat du terrain, construction et aménagements. Le montage financier consiste à souscrire un emprunt du même montant à la Caisse des dépôts et consignations à 5,25 % sur 20 ans en deux fois : 2,20 MF pour l'achat du terrain puis 3,30 MF. Les collectivités publiques se portent garantes de l'emprunt et assurent le remboursement de la totalité des annuités (annuité constante de 270 442 F) selon la répartition suivante : ville de Lyon 50 %, chambre de commerce 25 %, département du Rhône 25 %⁶¹. Le président du conseil d'administration peut se targuer de ce que la construction du groupe n'a rien coûté à la SEPR. Mais, en raison d'une augmentation des coûts globaux résultant de plusieurs hausses du coût de la construction, le montant est revu à la hausse (+ 1,40 MF), nécessitant un nouvel emprunt à la Caisse de dépôts et consignations selon les mêmes modalités. La réalisation d'une opération à un prix modique par rapport aux groupes scolaires récemment construits est soulignée à la fin de l'opération par les administrateurs qui s'appuient sur une étude faite par le service du contrôle des travaux publics de la ville de Lyon⁶². Leur propos viennent corroborer ceux de l'architecte qui, quelques années auparavant, soulignait que le prix du mètre carré serait inférieur à celui des écoles primaires⁶³.

L'inauguration du nouvel ensemble scolaire, baptisé Arlès-Dufour, vient clore, au moment de la célébration de son 100^e anniversaire, la politique de construction de locaux par la SEPR. Malgré la multiplication des cours et l'augmentation du nombre d'élèves (10 900 en 1970, 12 700 en 1980) l'école n'entreprend plus de construction, et se contente d'aménager les locaux existants et d'acheter un seul petit immeuble en 1975, rue Hénon. En 1990, à la veille de regrouper l'ensemble de ses établissements sur un seul site, la SEPR dispense encore des cours, à Lyon, sur quatre sites principaux, à savoir les groupes Paul Guéneau (6^e arr.), Arlès-Dufour (6^e arr.), Hénon (4^e arr.) et Serin⁶⁴ (4^e arr.). Si l'idée de rationaliser leur fonctionnement par une politique immobilière adaptée date de 1990, il faut toutefois attendre 1997 pour que le projet d'un campus prenne forme en regroupant plusieurs partenaires (SEPR, AFPIA⁶⁵). Le site industriel

61 À l'origine, la SEPR devait prendre en charge 25 % de l'annuité.

62 SEPR-CA du 12 mai 1966.

63 SEPR-CA du 4 décembre 1964.

64 Depuis 1985, la SEPR loue, à la ville de Lyon, un ancien bâtiment scolaire construit en 1885.

65 Association pour la formation professionnelle des industries de l'ameublement.

III. 7 : la quatrième construction de la SEPR, la première tranche du campus Roaix-Feuillat (2005) alliant architecture industrielle et scolaire
Architecte, Chabal architectes, Archimade; coût, 30 M€ (première tranche avec les toitures et sheds gris).

Source : SEPR – photothèque.

de la rue Feuillat délaissé par Renault véhicules industriels (RVI) et acheté par le Grand Lyon en 2001 rend la réalisation de ce projet possible⁶⁶.

Suite à un concours, les projets des architectes Girodet, Dassonville et Chabal sont retenus en 2002. Les coûts de construction de la première tranche (2003-2005) estimés à 30,50 M€ (recettes de la SEPR, 20 M€) sont portés par les collectivités publiques (19,20 M€), l'AFPIA (1,60 M€) et la SEPR (9,70 M€), avec un foncier (30 000 m²) mis à disposition par la ville de Lyon pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans⁶⁷. Ce nouvel espace de 28 000 m², entièrement consacré à l'enseignement professionnel, allie architecture scolaire et industrielle et concentre tous les modes opératoires antérieurs (mode de financement au tiers et mixité architecturale du groupe Arlès-Dufour).

⁶⁶ Cet espace, site symbole de l'industrie automobile lyonnaise, d'une surface couverte de plus de 59 000 m², a été respectivement occupé depuis 1912 par les Établissements Rochet-Schneider-Zénith, Berliet puis RVI.

⁶⁷ Cf. SEPR, information presse du 8 janvier 2004. Le Grand Lyon rachète en 2002, deux terrains appartenant à Renault véhicules industriels (RVI) d'une surface de 11 hectares pour 11 millions d'euros. Cf. SEPR, *Le Campus Roaix-Feuillat*, dossier de presse, 23 mars 2012.

En 2012, une seconde tranche de constructions (2012-2013) dédiées aux enseignements de la SEPR est lancée. Le coût global de 17,7 M€ (recettes de la SEPR, 26 M€) est supporté par la région Rhône-Alpes (8,4 M€) et la SEPR (9,3 M€). À ces nouveaux 8 300 m² supplémentaires viennent s'ajouter l'installation des locaux de la Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment (FCMB) d'une surface de 7 500 m² pour un montant de 6,23 M€⁶⁸. Ces extensions et cette coopération scellent la constitution d'un véritable campus de 455 000 m² consacré à l'enseignement professionnel.

En conclusion, on peut, tout d'abord, s'étonner de la dynamique immobilière émanant de l'administration de l'école, qui cherche à s'étendre toujours plus pour faire face à la demande par des implantations au plus près des usagers. C'est cette demande qui guide ses choix et qui explique, comme une sorte de fuite en avant, le moteur de son développement. Les administrateurs n'ont jamais voulu fermer ou restreindre l'offre de cours pour des raisons financières. Les notables présents au conseil d'administration (président de la chambre de commerce, maire de Lyon, industriels, juristes, hauts fonctionnaires) constituent un réseau efficace pour drainer les subventions dont l'école a besoin pour son développement. De même, ce réseau est efficace pour obtenir le foncier nécessaire à ses réalisations. L'entremêlement des fonctions, celles du maire par exemple, à la fois administrateur des HCL et de la SEPR, fluidifie les procédures, atténue les résistances ou les oppositions. Enfin, la présence d'inspecteurs de l'enseignement technique a joué un rôle déterminant dans ses liens avec le ministère.

Les projets lancés par la SEPR pour se doter de constructions en vue d'accueillir ses formations laissent mesurer l'ampleur des investissements au regard de leurs recettes. Tous les projets initiés à partir de 1930 dépassent largement les capacités financières de la SEPR. Seules les subventions de l'État, de la ville de Lyon et dans une moindre mesure des milieux patronaux, permettent à la SEPR de se doter de véritables lieux d'apprentissage. Là encore, l'appui indéfectible de leurs réseaux depuis les années 1880 montre qu'il s'agit d'un véritable partenariat dans un projet commun, et laisse à penser que la structure associative, reconnue d'utilité publique, s'est avérée tout à fait adaptée

68 La SEPR n'intervient pas financièrement dans ce projet. Seuls la Région Rhône-Alpes (3 M€), le Conseil général du Rhône (0,7 M€) et la FCMB (2,5 M€) assurent le paiement de l'opération. Cf. SEPR, *Le Campus Rochoaix-Feuillat*, op. cit.

en laissant aux administrateurs le choix dans leurs initiatives tant en matière d'enseignement que de budget ou de constructions⁶⁹.

Dans ce domaine, en dehors du groupe Paul Guéneau, l'architecture n'est pas audacieuse. Elle se veut très classique, fonctionnelle et de moindre coût. Pour acquérir du foncier sans s'éloigner du public des formations, la réutilisation de friches industrielles devient la norme que ce soit pour le groupe Arlès-Dufour ou le nouveau campus. Mais, du point de vue architectural, ce qui distingue la dernière construction des précédentes, c'est l'intégration, dans un même campus, de bâtiments relevant de l'architecture industrielle (*sheds*) et de l'architecture scolaire, alors qu'auparavant les ateliers de l'ancien bâti industriel étaient réhabilités et ne faisaient pas l'objet d'une construction spécifique.

La patrimonialisation du site de l'ancienne usine automobile Rochet-Schneider et l'insertion du nouveau campus dans cette friche industrielle a été un des facteurs importants dans la nouvelle représentation, à travers les formes architecturales, de l'image de la formation professionnelle.

François Robert

CNRS, Triangle UMR 5206

francois.robert@ens-lyon.fr

69 La ville n'a jamais voulu racheter l'école contrairement à l'école Guépin de Nantes (enseignement féminin) rachetée par la municipalité en 1888. Cf. Marc Suteau, *Une ville et ses écoles. Nantes, 1830-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 135. Voir d'autres exemples de municipalisation d'écoles privées dans Gérard Bodé, Philippe Savoie (dir.), *L'offre locale d'enseignement. Les formations techniques et intermédiaires. XIX^e-XX^e siècles*, numéro spécial de la revue *Histoire de l'éducation*, n°66, 1995.